

Section de l'Ardèche

Déclaration liminaire à la réunion du comité hygiène et sécurité et conditions de travail du 4 février 2014

Madame la présidente,

Lors d'une interview accordée à France Inter le 20 août, notre ministre de l'économie a été le premier à lancer l'expression « ras le bol fiscal », expression vite reprise par l'ensemble de la presse qui l'a transformé en fait social avéré.

Les conséquences ne se sont pas faites attendre pour les agents. Dès la sortie des rôles IR, TF et TH, de nombreux contribuables l'ont repris à leur compte et le climat dans les accueils a été catastrophique.

Les fiches de signalement que vous avez reçues ne sont que la partie immergée de l'iceberg. En effet, les collègues qui assurent l'accueil et subissent les agressions verbales ou les allusions anti fonctionnaires n'arrêtent pas de dire que « s'il fallait établir une fiche de signalement à chaque fois, ils n'arrêteraient pas » !!!

Les « Bonnets Rouges », dans la plateforme nationale de leur hebdomadaire n°1 en page 15 (cf ANNEXE 1 jointe), ont même écrit : « En même temps, le mouvement des Bonnets Rouges a pris conscience que la France est un pays pillé de l'intérieur par des millions de parasites encouragés par une classe politique indigne qui s'appuie justement sur les suffrages de ces parasites pour presser chaque jour un peu plus « la France qui se lève tôt ».

(...) Les Bonnets Rouges n'en peuvent plus de nourrir ces millions de parasites sociaux, au premier rang desquels il faut compter une fonction publique pléthorique et hostile, puisque politiquement tournée contre la civilisation traditionnelle de nos terroirs. »

Un autre pamphlet dans le même hebdomadaire en page 9 a pour titre : « Quand les fonctionnaires nous bouffent tout! »

Le climat anti fiscal et anti fonctionnaires n'a jamais été aussi élevé.

Cette dégradation des conditions de travail que nous dénonçons depuis plusieurs années, est la conséquence entre autre des 30 000 suppressions d'emplois subies depuis 2002, du sous effectif constant dans certains services, des baisses constantes des budgets des directions, des réorganisations incessantes, du flou existant autour de la démarche stratégique, du point d'indice gelé depuis juillet 2010, des promotions en baisse, d'un âge de départ à la retraite qui recule, d'un manque de reconnaissance, d'annonces médiatiques précédant le vote des lois, de l'absence de véritable soutien.....

Cela se traduit notamment par :

- un mal être au travail et des agents qui craquent;
- des congés qui ne peuvent être pris et donc portés sur le compte épargne temps;
- des écrêtements sur la badgeuse;
- un service public dégradé;
-

Les chiffres sont là malheureusement pour le prouver. Ainsi, en 2012, 26 agents se sont donnés la mort dans notre ministère et 13 autres agents ont tenté de se suicider dans les locaux de l'administration. Et ces chiffres sont identiques depuis 2010, année de la mise en place de l'indicateur.

Les déclarations de souffrance au travail ont connu une hausse de 13% par rapport à 2011 et de 40 % par rapport à 2009.

Le seuil d'alerte est franchi depuis longtemps.

C'est pourquoi nous redemandons à nos ministres et directeurs qui nous tiennent de beaux discours sur l'amélioration des conditions de travail, qu'ils agissent enfin!!!

Les représentants de Solidaires Finances au CHSCT 07

Carole BACONNIER
Jean Claude CATY

Sylviane LONGERAY
Joël MOUNIER

ANNEXE 1

ARTICLE DE PRESSE du 09/11/2013

Le mouvement

Le BONNET ROUGE

Direction Nationale Clandestine

La plateforme nationale en 7 points

Le mouvement des Bonnets Rouges rassemble tous les producteurs français, qu'ils soient indépendants ou salariés. Les Bonnets Rouges en ont fini avec l'imbécile «lutte des classes» pour en revenir, par insurrection morale, à l'antique lutte du terroir pour sa prospérité.

Les Bonnets Rouges sont le mouvement de tous ceux qui ne veulent plus passer leur vie de travail à compter les jours sans viande ou même sans plaisir. Le Mouvement des Bonnets Rouges défend ses enfants et se déclare donc ennemi de l'oligarchie mondialisée qui a dénaturé le capitalisme pour en présenter un visage obscur et hideux. En même temps, le Mouvement des Bonnets Rouges a pris conscience que la France est un pays pillé de l'intérieur par des millions de parasites encouragés par une classe politique indigne qui s'appuie justement sur les suffrages de ces parasites pour presser chaque jour un peu plus la «France qui se lève tôt».

La «France qui se lève tôt» est fatiguée. Elle n'en peut plus. On lui demande trop.

Les Bonnets Rouges n'en peuvent plus de nourrir ces millions de parasites sociaux, au premier rang desquels il faut compter une fonction publique pléthorique et hostile, puisque politiquement tournée contre la civilisation traditionnelle de nos terroirs. Les Bonnets Rouges n'en peuvent plus d'obéir à un système institutionnel dépassé.

La direction nationale clandestine (DNC) des Bonnets Rouges a donc adopté la plateforme suivante :

1 - Nous exigeons la suppression immédiate des impôts directs sur les sociétés (53,5 milliards) et sur le revenu (71,8 milliards), seule mesure capable de révolutionner radicalement la vie des Français et de leur rendre force et espoir, après des décennies de privations, de trahisons politiques et d'étiollement économique.

En compensation de ces 126 milliards de recettes perdues, la France appliquera un moratoire sur le remboursement de la dette publique (118 milliards) ; et elle cessera de verser 20 milliards à l'UE et d'en recevoir 8 milliards.

2 - Hormis l'ISF (5 milliards), la TVA (141 milliard) l'ex TIPP (13,7 milliards), les droits de douane récupérés (5 milliards), les taxes sur les jeux (3 milliards) et sur les contrats d'assurance (6 milliards), nous exigeons l'abrogation de tous les autres impôts et taxes constituant aujourd'hui notre jungle fiscale hostile.

Nous exigeons ainsi que le budget de l'Etat (taxes pour 175 milliards) et recettes non-fiscales (14 milliards) se satisfasse de 190 milliards répartis entre les fonctions régaliennes (70 milliards, dont un minimum plancher de 30 milliards pour la défense) et les fonctions sociales, environnementales et éducatives en région (120 milliards).

3 - Pour accomplir cette révolution fiscale sans précédent qui remplacera immédiatement les familles de France sur le chemin de la prospérité, nous exigeons que tout déficit budgétaire soit déclaré hors la loi, et nous exigeons ensuite la réduction de l'Etat à ses seules fonctions régaliennes (Défense; Diplomatie; Justice; Intérieur et Police; Transports; Economie, Finances et Commerce; Protection sociale; Recherche et Télécommunication) avec seulement 8 ministères d'Etat.

4 - Afin d'en finir avec les féodalités politiciennes en région, nous exigeons la suppression des 22 régions et des 93 conseils généraux de métropole qui seront remplacés par 16 macro-régions. Celles-ci seront dirigées par un préfet contrôlé par une grande assemblée régionale composée par tirage au sort. Les nouvelles régions respectent les limites historiques traditionnelles en réunifiant la Bretagne, la Normandie, le Languedoc, la Bourgogne, la Picardie avec le Nord, etc...

De plus, aux extrémités du territoire, 8 départements autonomes (Corse unie, pays basque, Roussillon, Finistère élargi, Alsace, Moselle «plate», Alpes-maritimes, Savoie) recevront un statut culturel spécial, ainsi qu'une zone franche.

5 - Afin d'en finir avec un mille-feuille administratif ruineux, nous exigeons la fusion de tous les échelons administratifs locaux (Communes, Communautés de communes, cantons, sivoons, districts, pays, arrondissements...) en une entité locale unique calquée sur le pays (en zone rural) ou sur l'agglomération importante (en zone urbanisée).

Une fois dissoutes toutes les instances gaspilleuses de ce mille-feuille, nous laisserons toutefois au Maire et à son adjoint unique le soin, contre salaire, de représenter localement l'Etat en matière de police municipale, de conciliation de justice, d'Etat civil, de Cadastre, de permis de chasse, et de publication des actes officiels...

6 - Afin d'alléger le poids sur la vie du citoyen français de nos institutions dépassées, nous exigeons la dissolution de la Vème République et la convocation des Etats Généraux permanents constitués pour un moitié de représentants des producteurs indépendants et pour l'autre moitié de représentants des producteurs salariés.

La participation aux Etats généraux sera bénévole et non cumulable avec aucune autre charge publique.

La présidence des Etats Généraux sera assurée, sans fastes ni lustres républicains, par le chef de l'exécutif national élu par les Etats Généraux.

Toutefois, une présidence émérite des Etats Généraux sera confiée à une personnalité neutre qui assurera en même temps la fonction de *défenseur des Droits* et quelques charges protocolaires comme celles de coprince d'Andorre ou chanoine du Latran.

7 - Enfin, nous exigeons une autre Europe non bureaucratique et, pour cela, uniquement basée sur la coopération inter-gouvernementale dans un espace économique et humain réellement protégé. Nous exigeons que cette nouvelle Union soit limitée aux nations d'Europe occidentale.

1. Bilan du PAP 2012/2013

Le bilan du Programme Annuel de Prévention 2012/2013 :

6 actions sur 27 ne sont pas réalisées. 3 sont reprises dans le PAP 2014, 2 sont en cours de réalisation, 1 est abandonnée : pose d'une vitre à l'accueil du SIP-SIE d'Aubenas car il s'agit d'un accueil de premier niveau.

Solidaires : Qu'en est-il de l'étiquetage Amiante : L'étiquetage de la DDFiP est réalisé (2^{ème} et 3^{ème} étage). Pour les sites sur lesquels nous sommes locataires, c'est au propriétaire (titulaire des DTA¹) de faire. Les courriers demandant de réaliser sont partis. 10 réponses à ce jour.

Les gestionnaires de sites sont avertis. A la DDFiP, le DTA est sur le tableau d'affichage.

- Pas d'amiante à Aubenas (bâtiment neuf),
- Tournon : en cours,
- Le Teil : DTA en cours.
- CFP de Privas : il y a doute. A certains endroits, l'amiante aurait été encapsulée. D'autres parties auraient été désamiantées. Cependant, personne n'a souvenir que de tels travaux aient été menés et surtout qu'il y ait eu confinement ! Une info sera donnée lors d'un prochain CHS.

Sur le document du PAP, la colonne « Service chargé du dossier » est mal nommée. Cette colonne indique le « service payeur »..

Bilan des stages de formations CHS

La question de comprendre pourquoi il y a de nombreuses défections aux stages est posée. De plus, les agents ne sont pas assez informés lorsqu'ils ne sont pas retenus et cela décourage les candidatures pour les années suivantes.

Mise à jour des plans d'évacuation

A la demande de Solidaires, la mise à jour des plans d'évacuation, notamment après les mutations, sera effectuée.

L'ISST² précise qu'il faut bien distinguer les plans à l'usage des pompiers qui doivent se situer à l'entrée du bâtiment et les plans à l'usage des agents. Les 2 types de plans doivent être présents dans tous les bâtiments.

2. bilan budget 2013

Stages de formations CHS

Un groupe de travail sera constitué pour essayer de comprendre les raisons des défections et du manque de candidats aux stages.

1 Dossier Technique Amiante

2 Inspecteur Santé et Sécurité au Travail

3. DUERP et PAP 2013/2014 pour avis

Toutes les organisations syndicales soulignent les progrès dans la gestion du DUERP et notamment dans le recensement des risques. Toutefois Solidaires Finances regrette les limites du « faire mieux avec moins » => le problème des risques psychosociaux (RPS) reste entier tant qu'il y aura des suppressions d'emplois et une diminution des moyens budgétaires. Suite à des remarques de Solidaires, les éléments suivants sont précisés :

Escabeaux

L'ISST précise que les escabeaux sécurisés sont préconisés uniquement lorsque la hauteur des pieds est au dessus d'1m. En dessous, d'autres escabeaux sont préconisés. Le coût diminuera donc . Le type d'escabeau sera choisi en fonction du contexte

Amiante

Le coût estimatif de 21 000 € relatif aux risques amiante concerne le CFP de Tournon pour lequel un devis a été établi (dalles S/S vers l'ascenseur). D'autres devis sont demandés en espérant qu'ils seront moins élevés mais il est très difficile d'obtenir des devis (les entreprises ne répondent pas).

La DDFiP considère que DUERP et PAP sont une bonne base ; un groupe de travail « budget » peut être réuni pour définir les dépenses (fixé le 19/02 à 14:00)

Problèmes sociaux :

4. Travaux Vanel

Les travaux du rez de chaussée ont une semaine de retard par rapport au planning. La paierie pourra s'installer au printemps prochain. Cet espace sera fermé et accessible via un digicode. Des sanitaires handicapés sont prévus.

5. Fiches de signalements

14 fiches de signalement en 2013.

Médecin : Ne pas confondre fiches de signalements et fiches de liaison.

L'ISST souligne que les menaces de mort doivent faire l'objet de l'article 40 (signalement au procureur de la république). La présidente précise que c'est systématiquement fait mais que l'on ne connaît pas les suites données. La DG et les chefs de service sont tenus informés.

L'Assistante Sociale précise qu'elle se met à disposition des agents et souhaiterait être mieux informée pour mieux appréhender les impacts sur la personne.

Le Médecin regrette de ne pas être immédiatement informé car il y a déjà eu un malentendu lors d'une visite.

La présidente précise que les fiches seront dorénavant transmises systématiquement au médecin et à l'assistante sociale.

6. Questions diverses

Solidaires Finances questionne sur le suivi des précédentes réunions :

- Trésorerie d'Annonay : le détecteur autonome de fumée est posé, la trappe de désenfumage reste à traiter.

- Le tableau d'état des sites est mis à jour des audits et vérification de conformité électrique. Ont été fait récemment : Le Teil, Tournon, Annonay (trésorerie + SIP/SIE), BSA, Aubenas. Les chefs de poste ont reçu les éléments. Le service BIL renouvelle sa problématique d'obtenir des devis de la part des entreprises.

Lors de travaux réalisés suite à visite de site, la mention « Toutes réparations effectuées » doit être apposée.

- Trousse de secours, le Médecin devait actualiser la liste des produits et le renouvellement des produits doit être assuré et financé par le CDAS.

- sécurité incendie : la mise à jour régulière des guides et serres-file a été rappelée dans un document à l'usage des chefs de service.

- accueil Tournon : il a été demandé que l'ISST et le médecin de prévention soient associés à la réflexion sur la réorganisation de l'accueil.